

Le Canada, les femmes et l'ONU: gros parleur, petit faiseur

New York, le 29 février 2008- Le gouvernement canadien affirme vouloir adopter une approche « plus ciblée » pour la réalisation de l'égalité entre les hommes et les femmes et ce, afin « d'atteindre des résultats réels et mesurables ».

Du moins, c'est ce qu'il a affirmé dans sa déclaration devant la Commission des Nations Unies sur la Condition de la femme aujourd'hui.

Pourtant, les actions du gouvernement trahissent d'autres intentions.

Il est vrai que dans le budget fédéral du 26 février dernier, le gouvernement annonce un Plan d'action visant à faire progresser l'égalité des femmes. Des groupes de femmes et des syndicats estiment qu'il s'agit là de bien peu, bien tard. Non seulement allons nous surveiller de près le développement de ce plan, mais nous comptons être activement impliqués dans son processus d'élaboration et ce, dès le départ.

D'un point de vue d'ensemble, le budget est une véritable catastrophe pour les femmes. En fait, il s'agit là d'un budget pour les riches ! A titre d'illustration, on fait mention du mot « femmes » seulement 6 fois dans le texte, tandis que l'on fait référence aux corporations 119 fois. Autre exemple, la plupart des femmes ne sont pas suffisamment riches pour bénéficier du nouveau « compte d'épargne libre d'impôt ». En effet, elles gagnent encore en moyenne 71 sous pour chaque dollar gagné par les hommes et elles composent la majorité des personnes à faible revenus, de sorte que quatre femmes sur dix produisant un rapport d'impôt sont trop pauvres pour en payer.

Choisir d'allouer le surplus budgétaire au remboursement de la dette et à la réduction des taux d'imposition des corporations a certainement un résultat concret indésirable : moins d'argent sera disponible pour financer d'importants services publics pour les femmes et les familles. Et, pour les personnes vivant une situation de chômage, le budget ne prévoit aucune mesure permettant d'améliorer l'admissibilité aux prestations d'assurance emploi, pas plus qu'il n'augmente ces prestations. Le budget ne prévoit aucun financement pour les services de garde. De fait, on constate que ce budget a été élaboré dans l'absence complète de toute analyse comparative selon les sexes.

Les groupes de femmes jouent un rôle essentiel pour promouvoir des réformes législatives faisant en sorte que les gouvernements soient redevables des mesures adoptées en vue de promouvoir l'égalité des femmes. Même le Secrétaire général des Nations Unies a reconnu l'importance du rôle assumé par ces groupes.

D'ailleurs, les critères de financement de Condition féminine Canada continuent à exclure le financement de la représentation politique et la recherche,

restreignant ainsi considérablement l'action des groupes de défense des droits des femmes. De plus, dans sa déclaration d'aujourd'hui devant la Commission, le gouvernement ne reconnaît nulle part l'importance de cette contribution de ces ONG à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le gouvernement fédéral doit faire en sorte l'égalité des femmes devienne réalité. Ni au Québec, ni au Canada, cet objectif n'est chose faite ! De plus, la situation sociale et économique des femmes appartenant à des groupes doublement discriminés est encore plus difficile. Les femmes demeurent sous représentées sur la scène fédérale, avec seulement 21% de députées. D'ailleurs, dans la classification des pays sur la qualité de vie et l'atteinte de l'égalité des femmes, le Canada est systématiquement en train de perdre du terrain.

De plus, le Canada a été vertement critiqué pour son manque d'action concrète en cette matière, tant par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels que par le Comité pour l'élimination de la discrimination envers les femmes.

Il est temps de traduire la rhétorique en actions concrètes. Il est temps de passer des déclarations aux résultats tangibles pour les femmes. L'égalité de fait doit devenir une réalité pour toutes les femmes, et ce, une fois pour toutes !

La Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants.

Association nationale Femmes et Droit

Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance

Alliance de la Fonction publique du Canada

Syndicat canadien de la fonction publique

Centre for Northern Families

Central des syndicats nationaux

Coalition des services de garde à l'enfance (NB)

Congrès du travail du Canada

Conseil national des femmes du Canada

DAWN Canada

Fédération canadienne des femmes diplômées des universités

Fédération canadienne des clubs de femmes de carrières commerciales et professionnelles

Fédération Interprofessionnelle de la Santé du Québec

Fédération des femmes du Québec

Indigenous Women's Network

Institut canadien de recherches sur les femmes

Ontario Association of Interval and Transition Houses

Oxfam Canada

Alliance féministe pour l'action internationale

Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale (Québec)

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes

Témiskaming Native Women's Support Group

University Women's Club of Winnipeg

Voix des femmes canadiennes pour la paix
YWCA

-30-

Pour plus d'information, communiquer avec :

Michèle Asselin, Présidente, Fédération des femmes du Québec
(514) 232-4847